
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1906.

Proposition de loi relative à l'acquisition et à la perte de la nationalité.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Depuis longtemps, la Chambre est saisie de réclamations suscitées par l'insuffisance des dispositions du Code civil en matière d'indigénat.

La Belgique, depuis plus d'un siècle, a été soumise à bien des régimes politiques différents, et des dispositions législatives nombreuses y ont été promulguées relatives à l'acquisition de la qualité de Belge. De là une réelle difficulté de déterminer la nationalité véritable de certaines personnes et, souvent même, l'étonnante constatation que des individus, que l'on a toujours considérés comme des Belges, n'ont pas cette qualité bien qu'issus d'auteurs établis sur le sol belge depuis plusieurs générations.

Il importe de remédier à cette situation fâcheuse.

Une proposition de loi nous a été soumise naguère par M. Frédéric Delvaux, qui déjà, était de nature à obvier aux inconvénients que présente notre législation.

Mais il a semblé à la Commission spéciale, nommée pour l'examen de cette proposition, que l'occasion était propice de soumettre à une revision complète les dispositions du Code civil qui se rapportent à l'acquisition et à la privation de la qualité de Belge. Elles se résument en quelques articles, elles ont fait l'objet d'une discussion approfondie au sein de la Commission de revision du Code civil, après un rapport fort étudié du savant professeur qui est aujourd'hui le chef du Département de la justice; il paraît donc que nous sommes dans les conditions les plus favorables pour opérer, comme on l'a fait à l'étranger, le remaniement de la législation relative à l'obtention et à la perte de la nationalité. Ce serait inaugurer la revision partielle du premier titre du Code Napoléon.

Mais il pourrait paraître insolite et peu conforme à la procédure parlementaire d'aborder cette tâche, comme par voie d'amendement, à l'occasion d'une proposition de loi qui ne touche qu'à un seul point de cette importante matière de l'indigénat.

Nous avons donc jugé préférable de faire de cette matière l'objet d'une proposition de loi, dont la Chambre pourrait renvoyer l'examen à la Commission déjà instituée pour l'étude de la modification au Code civil, proposée par M. Fr. Delvaux.

Et tout d'abord, adoptant le système auquel s'est ralliée la Commission de revision du Code civil, — ce fut aussi celui des auteurs de ce Code — nous avons cru qu'il ne faut faire entrer dans un code que des principes stables et des règles d'une portée générale. Il n'y a pas lieu de s'occuper, à cet endroit, « des mesures transitoires, portées à diverses reprises, en » faveur de certaines classes de personnes, et qui leur permettent, moyennant des déclarations ou des formalités spéciales, de devenir ou de redevenir Belges, ni d'examiner à nouveau les modes de naturalisation » (1).

En comparant le texte de notre proposition avec celui de la Commission de revision, on verra qu'au fond nous n'avons guère innové : il y aurait eu témérité à modifier profondément des dispositions si bien justifiées par le rapporteur.

Néanmoins, certains changements ont été apportés en vue d'établir, dans la matière, un ordre qui nous a paru plus méthodique. Puis, quelques règles nouvelles ont été introduites, qui donnent la solution de difficultés que fait naître aujourd'hui l'extrême concision du Code, et que ne tranchait pas la rédaction de la Commission.

*
* *

Les huit premiers articles sont consacrés à l'acquisition de la qualité de Belge.

On est Belge par la naissance ou en vertu d'un fait postérieur à celle-ci.

I. — *De l'acquisition de la qualité de Belge par la naissance.*

Ce mode d'acquisition opère dans deux cas.

1^o Enfant issu de parents belges.

L'article 1^{er} consacre, en termes peu modifiés, le système du Code Napoléon. C'est la filiation qui est attributive de la nationalité; elle se transmet par le sang : l'enfant né d'un Belge est Belge, quel que soit le lieu de sa naissance.

L'application de ce principe à l'enfant légitime ne présente pas de difficulté : l'enfant acquiert la nationalité de *son père*. L'article le dit expressément, tranchant ainsi la controverse qu'avait fait naître la formule trop vague du code, dans les cas où un seul des époux était Belge.

(1) Rapport de M. Van den Heuvel.

Cependant s'il arrivait, exceptionnellement, que le père n'eût pas de nationalité déterminée, il y a lieu de décider, dans l'intérêt de l'enfant, qu'il prendra la nationalité de sa mère, si elle est Belge.

Quant à l'enfant naturel, sa filiation s'établit par la reconnaissance, volontaire ou forcée. Il a donc la nationalité de l'auteur à l'égard duquel sa filiation est constatée, et par conséquent, si la mère seule l'a reconnu, il acquiert, *jure sanguinis*, la nationalité de sa mère Belge, puisque sa filiation n'est établie qu'à son égard.

2° Enfant né en Belgique de parents légalement inconnus.

Conformément à la loi interprétative du 15 août 1881, et par un retour justifié au principe de la territorialité, cet enfant est réputé Belge, *jure soli*, par le seul fait de sa naissance en Belgique.

Il est rationnel d'adopter la même règle si l'enfant est né, en Belgique, de parents sans nationalité déterminée.

Le laconisme du Code civil soulevait, quant à la nationalité des enfants naturels reconnus, certaines difficultés que ne résout pas le projet de la Commission de revision.

L'enfant naturel, qui a acquis la qualité de Belge, parce qu'il est né en Belgique sans qu'il ait été reconnu par aucun de ses auteurs, peut acquérir plus tard une filiation par une reconnaissance volontaire ou forcée ; cette reconnaissance va-t-elle modifier la nationalité de l'enfant, si l'auteur de la reconnaissance est étranger ?

Il semble difficile d'infliger à l'enfant cette dénationalisation, par le fait d'une reconnaissance qui ne se produit que longtemps après la naissance. C'est pourquoi, admettant la distinction justifiée de la loi française du 26 juin 1889, nous proposons de décider que l'enfant naturel, né en Belgique, et qui a ainsi acquis la qualité de Belge, ne suivra la nationalité de celui de ses auteurs qui l'a reconnu, qui si cette reconnaissance a eu lieu *pendant sa minorité*.

Mais cet enfant reconnu pendant sa minorité, peut l'avoir été par son père et par sa mère, de nationalité différente; quelle sera sa nationalité ?

Ici encore, nous nous rangeons au système de la loi française. Une nouvelle distinction s'impose.

1° Si la preuve de la filiation résulte pour le père et pour la mère du même acte de reconnaissance ou du même jugement. l'enfant suivra la nationalité du père, par application analogique de la règle admise en matière de filiation légitime.

2° Si la preuve de la filiation résulte de deux actes successifs, l'enfant suivra la nationalité de celui des auteurs à l'égard duquel la filiation a été constatée en premier lieu. Il est désirable, en effet, d'assurer la stabilité de l'état de l'enfant, en empêchant des changements successifs de nationalité.

II. — *De l'acquisition de la qualité de Belge en vertu d'un fait postérieur à la naissance.*

Ce fait, qui varie, peut opérer de diverses façons. Parfois, il a pour effet d'imposer la nationalité belge; parfois, il a seulement pour conséquence de permettre à certaines personnes de s'attribuer la nationalité belge par une simple manifestation de volonté de leur part; parfois, il consiste dans la naturalisation obtenue.

A. Personnes qui obtiennent la nationalité belge, de plein droit, par un effet de la loi, qui la leur impose.

Ce sont :

1° La femme mariée à un Belge.

En vue de procurer à la famille l'avantage de l'unité de nationalité, l'article 12 du Code civil, décide que « l'étrangère qui aura épousé un Belge suivra la condition de son mari ».

Il y a lieu, par parité de motif, d'étendre ce principe, et d'accorder la qualité de Belge à la femme étrangère dont le mari devient Belge pendant le mariage.

2° Les enfants mineurs de l'étranger qui acquiert la qualité de Belge.

Déjà l'article 4 de la loi du 6 août 1881 statue que ces enfants *peuvent* devenir Belges par une déclaration faite par eux dans l'année de leur majorité.

Il semble qu'en vue d'établir l'unité de nationalité dans la famille, il y ait lieu, comme lorsqu'il s'agit de la femme mariée, de leur octroyer de plein droit la qualité de Belges.

Toutefois, on leur réserve le droit de déclarer, dans l'année qui suit leur majorité, qu'ils entendent recouvrer la nationalité étrangère. Ils cesseront d'être Belges à partir de cette déclaration.

3° Les personnes qui, à raison de certaines circonstances, se trouvent dans une situation tellement favorable que la loi leur octroie la qualité de Belge, à la fin de l'année qui suit l'époque de leur majorité, sans exiger de leur part aucune déclaration : la loi la juge inutile et déduit leur intention de cette seule circonstance, qu'elles ont été domiciliées en Belgique pendant toute l'année qui a suivi leur majorité.

Ce sont :

a) L'enfant, né en Belgique, d'un étranger qui lui-même y est né, ou qui y était domicilié depuis dix ans sans interruption au moment de la naissance de l'enfant.

Cette disposition consacre une double innovation.

La première est analogue à l'innovation introduite par l'article 8, 3° de la loi française de 1889. C'est un retour partiel au *jus soli*, basé sur la supposition bien naturelle que l'enfant, né sur notre sol, d'un individu qui, lui-même, y était né, s'est attaché au pays où lui et son auteur ont vu le jour.

La seconde, inspirée par la loi hollandaise, fonde la même supposition sur l'établissement prolongé des parents sur le sol belge.

b) L'enfant né en Belgique d'un étranger, et qui y a été domicilié pendant les cinq années antérieures à sa majorité.

Aux termes de l'article 5 de la loi du 6 août 1881, ceux qui ont 21 ans accomplis et qui ont résidé cinq ans en Belgique, peuvent demander la naturalisation ordinaire. « Si, à ces deux circonstances — l'âge et la résidence — on ajoute encore la naissance sur le sol belge, n'est-il pas à présumer que l'on se trouve en présence d'individus dont l'éducation a été belge et dont les intérêts se concentrent en Belgique? (1) »

Mais dans les deux hypothèses prévues sous les litt. a et b, il importe néanmoins, dans l'intérêt du pays aussi bien que dans l'intérêt des individus, de ne pas imposer une patrie à ceux qui prétendraient conserver leur nationalité d'origine. Nous proposons de leur conserver la faculté de déclarer, pendant toute l'année qui suit leur majorité, leur intention de conserver la nationalité étrangère.

B. Personnes qui obtiennent la nationalité belge, mais seulement moyennant une manifestation de leur volonté.

A raison de la situation favorable dans laquelle elles se trouvent, elles peuvent devenir Belges, si elles le veulent, mais elles doivent déclarer formellement cette intention, dans la forme que la loi détermine; alors elles deviennent Belges, *ipso facto*, sans devoir rien solliciter.

Ce sont les individus auxquels les articles 9 et 10 du Code civil accordent déjà cette faveur, ceux que la doctrine désigne par les mots : Belges par le bienfait de la loi.

Ce sont :

a) L'enfant né d'un père ou d'une mère qui a perdu la qualité de Belge.

On conçoit que la loi doive faciliter, à celui qui, en réalité, est de sang belge, le retour à sa patrie d'origine. On lui permet donc, ainsi que le fait l'article 10 du Code, d'acquérir *toujours* la nationalité belge, c'est-à-dire à n'importe quel moment de son existence, après sa majorité.

Il doit, pour cela, s'il réside en Belgique, déclarer que son intention est d'y fixer son domicile, et s'il réside en pays étranger, faire la soumission de fixer en Belgique son domicile et de l'y établir en effet dans l'année de l'acte de soumission.

Le texte de l'article 10 appelait deux modifications.

Les mots « né en pays étranger » n'y ont aucune portée : la faveur accordée à l'enfant né d'un ex-Belge à l'étranger, doit manifestement être octroyée à l'enfant qui, dans les mêmes conditions, est né en Belgique. Ces mots peuvent être supprimés.

En outre, la formule de l'article 10 doit être élargie. La jurisprudence, dans son dernier état, interprétait cet article en ce sens que, si la mère de l'enfant était une Belge ayant perdu sa nationalité par son mariage avec un étranger, le bénéfice de l'article 10, § 2, n'était pas applicable. Pourquoi cette distinction? L'enfant né d'une mère, Belge d'origine, est de sang belge,

(1) Rapport de M. Van den Heuvel, p. 25.

aussi bien que celui qui naît d'un père, belge d'origine et qui a perdu cette qualité. Il importe que le texte indique qu'il est applicable à tout enfant né d'un père ou d'une mère qui aurait perdu sa nationalité belge.

b) L'enfant, né en Belgique, d'un étranger.

C'était la seule concession faite au *jus soli* par le législateur de 1803 (art. 9), elle se justifie par l'attachement qu'on suppose à l'enfant pour le pays où il est né et où il aura, d'ordinaire, passé les années de sa jeunesse.

f Il peut acquérir la qualité de Belge, moyennant l'accomplissement des formalités exigées ci-dessus, mais il est indispensablement requis que cette déclaration soit faite, au plus tard, dans l'année qui suit l'époque de la majorité.

Pour bien marquer que la nationalité est alors acquise sans effet rétroactif, aussi bien que dans le cas précédent, le mot « acquérir » la qualité de Belge a été substitué, dans le texte nouveau, au terme « réclamer » la qualité de Belge, employé dans l'article 9 du Code civil et qui faisait naître une difficulté d'interprétation.

Il convenait de reproduire ici l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1889, qui complète l'article 9 du Code Napoléon, et qui donne à l'enfant, né en Belgique d'un étranger, le droit d'option, *dès l'âge de 18 ans*, moyennant le consentement des personnes qu'il indique, manifesté dans les conditions qu'il détermine. Il n'existe aucune raison pour ne pas accorder aussi cette faculté à l'enfant issu d'un père ou d'une mère qui a perdu la qualité de Belge.

C. L'étranger qui a obtenu la naturalisation.

Il devient Belge, non en vertu d'un droit, mais par une faveur personnelle que lui octroie le pouvoir législatif (art. 5 de la Constitution), et qu'il peut, à son gré, accorder ou refuser aux étrangers qui se trouvent dans les conditions fixées par la loi du 6 août 1881.

Il convient de faire ici mention de ce mode d'obtention de la qualité de Belge, pour que l'on trouve, à cet endroit du Code civil, l'indication complète des moyens d'acquérir la nationalité belge.

*
* * *

Les articles 9, 10 et 11 sont relatifs à la perte de la qualité de Belge.

Ils ne sont que la reproduction des articles consacrés à cette matière, dans le projet de la Commission de revision du Code civil.

On ne peut, en principe, avoir une double nationalité, puisqu'une personne ne peut avoir simultanément deux patries. En adoptant une nouvelle nationalité, on abdique, par cela même, sa nationalité première. Mais il faut que le fait démontre cette volonté.

Les auteurs du Code civil mentionnent les circonstances qui, à leurs yeux, impliquent la renonciation à la qualité de Belge. Ce sont : 1^o La naturalisation acquise en pays étranger (art. 17 1^o ; 2^o l'établissement en pays étranger sans espoir de retour (art. 17, 3^o) ; 3^o le mariage de la femme belge avec un étranger (art. 19).

A. A la formule du Code civil : « la naturalisation acquise en pays étran-

ger », le projet substitue les mots : « l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère ». Ce texte est à la fois plus précis et plus général.

En effet, il est universellement admis que l'article 17, 1^o, doit être entendu en ce sens que l'acquisition de la nationalité étrangère doit être accompagnée de l'intention de l'acquérir : l'imposition de la nationalité par la loi étrangère ne suffirait pas.

C'est ce qu'expriment mieux les mots *acquisition volontaire* du texte proposé.

D'autre part, il résulte de l'article 3 que l'obtention d'une nationalité étrangère peut provenir d'ailleurs que d'une naturalisation à l'étranger : la formule de l'article 17 du Code devait donc être élargie.

B. En ce qui concerne la femme belge qui devient étrangère, le texte de la proposition n'est que la reproduction de la règle du Code civil, mise en rapport avec l'article 2 du projet et complétée de manière à ne pas laisser, éventuellement, sans patrie la femme belge mariée à un étranger.

La disposition concernant les enfants mineurs d'un Belge devenu étranger, correspond à la règle de l'article 3, relative aux enfants mineurs d'un étranger qui devient Belge.

B. L'interprétation de l'article 17, 2^o du Code civil, relatif au Belge qui s'établit à l'étranger sans esprit de retour, donne lieu à des difficultés que l'on a cherché à éviter en substituant une règle qui indique d'une façon précise à quels signes la loi reconnaît l'établissement à l'étranger, sans esprit de retour : a) la naissance à l'étranger d'un Belge, né lui-même à l'étranger ; b) l'absence de domicile en Belgique, à quelque époque que ce soit.

C'est un système parallèle à celui de l'article 3, relatif à un mode d'acquisition de la qualité de Belge. En vertu de la présomption résultant de la réunion de ces deux circonstances, la personne perdra la qualité de Belge à la fin de l'année qui suit l'époque de sa majorité, mais cette présomption pourra être renversée par l'intention manifestée, à cette même époque, de garder la nationalité belge.

* * *

Les auteurs du Code civil avaient admis, à bon droit, qu'il fallait faciliter au Français qui a perdu cette qualité, le retour à sa nationalité d'origine. C'est aussi la pensée qui a inspiré l'article 12 de la proposition de loi. Il détermine les conditions diverses dans lesquelles l'ex-Belge résidant, soit en Belgique, soit à l'étranger, — la femme belge qui a perdu sa nationalité par le mariage, — et les enfants mineurs devenus étrangers aux termes du numéro 3 de l'article 9, peuvent recouvrer la nationalité belge.

* * *

Les articles 12 et 13 contiennent certaines règles générales devant servir à l'interprétation et à l'application de diverses dispositions de la loi, et mettant fin à des controverses nées du silence du Code civil sur divers points intéressant l'acquisition de la qualité de Belge.

LÉON MABILLE.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Sont Belges :

1° L'enfant né, même en pays étranger, soit d'un père belge, soit d'une mère belge quand le père est légalement inconnu ou n'a pas de nationalité déterminée;

2° L'enfant, né en Belgique, soit de parents légalement inconnus, soit de parents sans nationalité déterminée.

L'enfant naturel, né en Belgique, dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite.

Si elle résulte pour le père et pour la mère du même acte ou du même jugement ou d'actes concomitants, l'enfant suit la nationalité du père.

ART. 2.

L'étrangère qui épouse un Belge ou dont le mari devient Belge, suit la condition de son mari.

ART. 5.

Les enfants mineurs de l'étranger qui acquiert la nationalité belge, deviennent Belges. Ils peuvent toutefois, dans l'année qui suit l'époque de leur majorité, renoncer à la nationalité belge en déclarant qu'ils veulent recouvrer la nationalité étrangère.

WETSVOORSTEL

ARTIKEL 1.

Belgen zijn :

1° Het kind geboren, zelfs in een vreemd land, hetzij uit een Belgischen vader, hetzij uit eene Belgische moeder wanneer de vader wettelijk onbekend is of geene bepaalde nationaliteit bezit ;

2° Het kind in België geboren hetzij uit wettelijk onbekende ouders, hetzij uit ouders zonder bepaalde nationaliteit.

Het in België geboren onechte kind, wiens afstamming gedurende de minderjarigheid is vastgesteld door erkenning of vonnis, volgt de nationaliteit van diengene zijner ouders ten a zien van welken het bewijs het eerst is geleverd.

Spruit de afstamming voor den vader en voor de moeder voort uit dezelfde akte of uit hetzelfde vonnis of uit samenhangende akten, dan volgt het kind de nationaliteit van den vader.

ART. 2.

De vreemdelinge, die met een Belg huwt of wier echtgenoot Belg wordt, volgt den staat van haren man.

ART. 3.

De minderjarige kinderen van den vreemdeling, die de Belgische nationaliteit verwerft, worden Belgen. Zij mogen echter, binnen het jaar volgende op het tijdstip van hunne meerderjarigheid, afstand doen van de Belgische nationaliteit door te verklaren dat zij de vreemde nationaliteit willen terugbekomen.

ART. 4.

Deviennent Belges, à la fin de l'année qui suit l'époque de leur majorité, si, pendant cette année, ils ont eu leur domicile en Belgique et n'ont pas déclaré leur intention de conserver la nationalité étrangère :

1° L'enfant, né en Belgique, d'un étranger qui lui-même y est né, ou qui y était domicilié depuis dix ans sans interruption.

2° L'enfant, né en Belgique, d'un étranger, et qui y a été domicilié pendant les cinq années antérieures à l'époque de sa majorité.

ART. 5.

Peut toujours acquérir la qualité de Belge, l'enfant né d'un père ou d'une mère qui aurait perdu cette qualité, pourvu que, dans le cas où il résiderait en Belgique, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en Belgique son domicile et qu'il l'y établisse dans l'année à compter de sa soumission.

ART. 6.

Peut acquérir la qualité de Belge, dans l'année qui suit l'époque de sa majorité, l'enfant, né en Belgique, d'un étranger, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article précédent.

ART. 7.

Néanmoins, dans ces deux cas, la déclaration pourra être faite dès l'âge de dix-huit ans accomplis, avec le consentement du père, ou, à défaut de père, avec celui de la mère, ou, à défaut de père et de mère, avec l'autorisation des autres

ART. 4.

Bij het einde van het jaar, volgende op het tijdstip van hunne meerderjarigheid, worden Belgen, indien zij, gedurende dat jaar, hunne woonplaats in België gehad hebben en niet hebben verklaard dat zij voornemens zijn de vreemde nationaliteit te behouden :

1° Het kind, in België geboren uit een vreemdeling die er zelf is geboren of die er zonder onderbreking zijne woonplaats heeft gehad sedert tien jaren ;

2° Het kind, dat in België is geboren uit een vreemdeling en daar zijne woonplaats heeft gehad gedurende de vijf jaren voorafgaande aan het tijdstip van zijne meerderjarigheid.

ART. 5.

Het kind, geboren uit een vader of uit eene moeder die de hoedanigheid van Belg mocht hebben verloren, kan deze hoedanigheid altijd verwerven, mits het, ingeval het in België verblijft, verklaart dat het voornemens is er zijn domicilie te vestigen en dat, ingeval het in een vreemd land verblijft, het zich bereid verklaart zijn domicilie in België te vestigen en het daar vestigt binnen het jaar te rekenen van zijne verklaring.

ART. 6.

Het kind, in België geboren uit een vreemdeling, kan de hoedanigheid van Belg verwerven binnen het jaar volgende op het tijdstip zijner meerderjarigheid, mits het de formaliteiten, bij het vorig artikel voorgeschreven, in acht neemt.

ART. 7.

Echter mag, in die beide gevallen, de verklaring worden gedaan zoodra de leeftijd van achttien jaren is bereikt, met toestemming van den vader, of, bij ontstentenis van den vader, met die van de moeder, of, bij ontstentenis van vader en

ascendants ou de la famille, donnée suivant les conditions prescrites pour le mariage au chapitre 1^{er} du titre V du livre 1^{er}.

Le consentement du père ou de la mère, de même que celui des autres ascendants, sera donné soit verbalement lors de la déclaration, soit par acte authentique.

Mention expresse de ce consentement ou de l'autorisation de la famille sera faite dans l'acte dressé pour constater l'option.

En cas d'indigence, l'acte de consentement pourra être reçu par l'officier de l'état civil du domicile des ascendants et, à l'étranger, par les autorités qui ont compétence pour recevoir cet acte, ainsi que par les agents diplomatiques, les consuls et les vice-consuls de Belgique.

ART. 8.

L'étranger qui a obtenu la naturalisation devient Belge.

ART. 9.

Perdent la qualité de Belge :

1° Celui qui acquiert volontairement une naturalisation étrangère ;

2° La femme qui épouse un étranger ou dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si celle-ci est également acquise à la femme en vertu de la loi étrangère ;

3° Les enfants mineurs d'un Belge qui acquiert volontairement une nationalité étrangère si, par ce fait, ils obtiennent la nationalité de leur auteur.

ART. 10.

L'enfant, né à l'étranger, d'un Belge qui, lui-même, est né à l'étranger, perd

moeder, met machtiging van de andere verwanten in de opgaande lijn of van de familie ; deze machtiging wordt gegeven overeenkomstig de vereischten voor het huwelijk gesteld in het 1^{ste} hoofdstuk van titel V van boek I.

De toestemming van den vader of van de moeder, evenals die der andere verwanten in de opgaande lijn, wordt gegeven hetzij mondeling, op het oogenblik der verklaring, hetzij bij authentieke akte.

Van die toestemming of van de machtiging der familie wordt uitdrukkelijk melding gemaakt in de akte van vaststelling der keuze.

Ingeval van onvermogen, mag de akte van toestemming worden opgemaakt door den ambtenaar van den burgerlijken stand der plaats waar de verwanten in opgaande lijn hun domicile hebben en, in den vreemde, door de overheden die bevoegd zijn deze akte op te maken, alsmede door de diplomatieke agenten, de consuls en vice-consuls van België.

ART. 8.

De vreemdeling, die de naturalisatie heeft verkregen, wordt Belg.

ART. 9.

De hoedanigheid van Belg verliezen :

1° Hij, die vrijwillig eene vreemde naturalisatie verwerft ;

2° De vrouw, die met een vreemdeling huwt of wier echtgenoot vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft, indien deze nationaliteit uit krachte van de vreemde wet insgelijks door de vrouw wordt verworven ;

3° De minderjarige kinderen van den Belg die vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft, indien zij daardoor de nationaliteit van hun ouder verkrijgen.

ART. 10.

Het kind, in den vreemde geboren uit een Belg die zelf in den vreemde is ge-

la qualité de Belge à la fin de l'année qui suit l'époque de sa majorité, s'il n'a jamais eu de domicile en Belgique, à moins que pendant cette même année il ne déclare l'intention de garder sa nationalité d'origine.

ART. 11.

Celui qui a perdu sa qualité de Belge peut toujours la recouvrer, pourvu qu'il n'ait pas cessé de résider en Belgique, ou qu'il y rentre avec l'autorisation du Roi; que, dans les deux cas, il déclare vouloir fixer son domicile dans le royaume; et qu'il l'y fixe dans l'année à compter de cette déclaration.

L'autorisation du Roi n'est pas exigée de la femme qui, après la dissolution du mariage, ou des mineurs qui, après l'époque de leur majorité, veulent recouvrer la qualité de Belge qu'ils ont perdue aux termes des numéros 2 et 3 de l'article 9.

ART. 12.

Il est pris égard à l'époque de la conception, de préférence à l'époque de la naissance, lorsque la nationalité des parents de l'enfant, à la première de ces époques, a pour conséquence de faire attribuer à celui-ci la qualité de Belge.

L'enfant trouvé en Belgique est présumé, jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

ART. 13.

La majorité dont il est fait mention dans tous les articles précédents est celle qui est déterminée par la loi belge.

Les déclarations de soumission seront faites, soit devant l'autorité communale

boren, verliest, indien het nooit een domicilie in België heeft gehad, de hoedanigheid van Belg op het einde van het jaar volgende op het tijdstip zijner meerderjarigheid, tenzij het in den loop van datzelfde jaar verklaart dat het voornemens is zijne nationaliteit van afkomst te behouden.

ART. 11.

Hij, die zijne hoedanigheid van Belg heeft verloren, kan deze altijd terugbekomen, indien hij niet heeft opgehouden in België te verblijven of indien hij er terugkeert met 's Konings machtiging en mits hij, in beide gevallen, verklaart dat hij zijn domicilie in het Rijk wil vestigen en het daar vestigt binnen het jaar te rekenen van die verklaring.

's Konings machtiging wordt niet vereischt voor de vrouw die, na de ontbinding des huwelijks, en voor de minderjarigen die, na het tijdstip waarop zij hunne meerderjarigheid hebben bereikt, de hoedanigheid van Belg willen terugbekomen welke zij ten gevolge van de bepalingen van de n^os 2 en 3 van artikel 9 hebben verloren.

ART. 12.

Het tijdstip der verwekking wordt, boven dat der geboorte, in aanmerking genomen, wanneer de nationaliteit der ouders van het kind, op het eerste dezer tijdstippen, ten gevolge heeft de hoedanigheid van Belg aan het kind te doen toekennen.

Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld te zijn geboren op Belgischen grond.

ART. 13.

De meerderjarigheid, waarvan gewag wordt gemaakt in al de voorgaande artikelen, is die, bepaald door de Belgische wet.

De verklaringen van onderwerping worden gedaan hetzij voor het gemeente-

du lieu de la résidence en Belgique, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger. Elles pourront être faites par procuration spéciale et authentique.

ART. 14.

Les articles 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20, du Code Napoléon, et les articles 1^{er} et 3 de la loi du 16 juillet 1889 sont abrogés.

bestuur der verblijfplaats in België, hetzij voor de diplomatieke of consulaire agenten van België in den vreemde. Zij kunnen geschieden bij bijzondere en authentieke volmacht.

ART. 19.

De artikelen 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 van het Wetboek Napoleon en de artikelen 1 en 3 der wet van 16 Juli 1889 vervallen.

LÉON MABILLE.

LÉON DELANTSHEERE.

RENKIN.

A. MÉLOT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 FEBRUARI 1906.

Wetsvoorstel betreffende het verwerven en het verliezen van de nationaliteit.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Sedert lang werden bij de Kamer klachten ingediend, verwekt door de onvoldoende bepalingen van het Burgerlijk Wetboek in zake van inboorlingschap.

België werd sedert meer dan eene eeuw aan velerlei verschillende politieke stelsels onderworpen en talrijke wettelijke bepalingen werden er afgekondigd, betreffende het verwerven van de hoedanigheid van Belg. Daardoor wordt het inderdaad moeilijk de wezenlijke nationaliteit van zekere personen te bepalen en ontstond zelfs dikwijls de verbazende vaststelling dat personen, die men altijd als Belgen beschouwde, die hoedanigheid niet bezitten, hoewel zij afstammen uit ouders en voorouders die sedert vele geslachten op den Belgischen grond gevestigd waren.

Die treurige toestand moet verholpen worden.

Niet lang geleden werd aan de Kamer onderworpen een wetsvoorstel van den heer Frederic Delvaux, dat alreeds van aard was de moeilijkheden die onze wetgeving aanbiedt te verhelpen.

Doch het scheen der bijzondere Commissie, groepen om dat voorstel te onderzoeken, dat de gelegenheid gunstig was tot eene volledige herziening der bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, betreffende het verwerven en het verliezen der hoedanigheid van Belg. Zij zijn besloten in enkele artikelen, zij werden nauwkeurig besproken in de Commissie tot herziening van het Burgerlijk Wetboek, na een zeer bestudeerd verslag van den geleerden professor, die thans het hoofd is van het Departement van Justitie; wij verkeerden dus, naar het schijnt, in de beste omstandigheden om, zooals men in den vreemde deed, de wetgeving betreffende het verwerven en het verliezen van de nationaliteit om te werken. Dit ware de inwijding van de gedeeltelijke herziening van den eersten titel van het Wetboek Napoléon.

Doch het zou ongebruikelijk kunnen schijnen en weinig in overeenstemming met de parlementaire handelwijze die taak te aanvaarden, als

bij wijze van amendement, waar het een wetsvoordel geldt dat slechts op één enkel punt die gewichtige zaak van het inboorlingschap raakt.

Het schcen ons dus beter daarvan een wetsvoorstel te maken, dat door de Kamer tot onderzoek kon worden verzonden naar de Commissie, reeds ingesteld tot bestudeering van de wijziging van het Burgerlijk Wetboek, door den heer Fr. Delvaux voorgesteld.

Eerst en vooral het stelsel aannemende waarbij zich de Commissie tot herziening van het Burgerlijk Wetboek aansloot — hetzelfde, als dat der opstellers van dat Wetboek — meenden wij dat men in een Wetboek enkel vaste beginselen en regels van algemeene beteekenis moet opnemen. Men behoeft zich hier niet bezig te houden « met overgangsmaatregelen, dikwerf genomen ten gunste van zekere klassen van personen en die hun toelaten, mits bijzondere verklaringen of formaliteiten, Belg te worden of weder te worden, noch opnieuw de wijzen van naturalisatie te onderzoeken » (1).

Vergelijkt men den tekst van ons voorstel met dien der Commissie tot herziening, dan ziet men dat wij niets nieuws tot stand brachten : het ware vermetel om grondig te wijzigen bepalingen, die zoo wel gerechtvaardigd werden door den verslaggever.

Toch werden veranderingen aangebracht ten einde, naar onze meening, in die stof meer stelselmatige orde te bekomen. Dan werden er sommige nieuwe regels ingevoerd tot oplossing van moeilijkheden, welke heden voortkomen uit de bijzondere beknoptheid van het Wetboek en die niet door het ontwerp der Commissie werden beslecht.

* * *

De eerste acht artikelen zijn gewijd aan het verwerven van de hoedanigheid van Belg.

Men is Belg door de geboorte of uit krachte van een daarna plaats hebbend feit.

1. — *Van het verwerven van de hoedanigheid van Belg door de geboorte.*

Deze wijze van verwerven werkt in twee gevallen.

1^o Kind uit Belgische ouders geboren.

Artikel 1 huldigt, in weinig veranderde termen, het stelsel van het Wetboek Napoléon. De afstamming bepaalt de nationaliteit; zij wordt overgebracht door het bloed : het kind uit een Belg geboren is Belg, welk ook het oord zijner geboorte zij.

De toepassing van dit beginsel op het wettige kind levert geene moeilijkheid op : het kind verkrijgt de nationaliteit van *zijn vader*. Het artikel verklaart het uitdrukkelijk, aldus de betwisting beslechtende, ontstaan uit de te onbepaalde formule van 't wetboek, ingeval een enkele der ouders Belg was.

Gebeurde het echter, bij uitzondering, dat de vader geene bepaalde nationa-

(1) Verslag van den heer Van den Heuvel.

liteit had, dan moest men, in het belang van het kind, bepalen, dat het de nationaliteit zal nemen van zijne moeder, zoo deze Belgische is.

Wat het onechte kind betreft, zijne afstamming wordt bepaald door de erkenning, vrijwillige of gedwongene. Het heeft dus de nationaliteit van diengene der ouders, ten aanzien van welken zijne afstamming is vastgesteld, en bijgevolg, indien de moeder alleen het heeft erkend, verkrijgt het, *jure sanguinis*, de nationaliteit van zijne moeder, Belgische, wijl zijne afstamming slechts ten haren aanzien is vastgesteld.

2° Kind in België geboren uit wettelijk onbekende ouders.

Overeenkomstig de verklarende wet van 15 Augustus 1881 en met een gerechtvaardigde terugkeer naar het stelsel der territorialiteit, wordt dit kind voor Belg gehouden, *jure soli*, door het enkel feit van zijne geboorte in België.

Het is redelijk dienzelfden regel aan te nemen zoo het kind is geboren, in België, uit ouders zonder bepaalde nationaliteit.

De beknoptheid van het Burgerlijk Wetboek bracht, wat de nationaliteit betreft der onechte, erkende kinderen, sommige moeilijkheden mede, die niet door het ontwerp der Commissie tot herziening werden opgelost.

Het onechte kind, dat de hoedanigheid van Belg verkreeg, omdat het in België geboren werd zonder dat het door een zijner ouders werd erkend, kan later eene afstamming verkrijgen door eene vrijwillige of gedwongene erkenning; zal die erkenning de nationaliteit van het kind wijzigen, wanneer hij die het erkent vreemdeling is?

Het schijnt moeilijk aan het kind die ontnationaliseering op te leggen, door het feit van eene erkenning die slechts langen tijd na de geboorte plaats heeft. Daarom, aannemende het gerechtvaardigd onderscheid door de Fransche wet van 26 Juni 1889 gemaakt, stellen wij voor te bepalen, dat het onechte kind, in België geboren, en dat dus de hoedanigheid van Belg heeft verkregen, de nationaliteit zal volgen van diengene zijner ouders die het erkend heeft, alleen dan, wanneer die erkenning plaats had *gedurende zijne minderjarigheid*.

Doch dit gedurende zijne minderjarigheid erkende kind kan zulks zijn door zijn vader of door zijne moeder van verschillende nationaliteit; welke zal zijne nationaliteit zijn?

Ook hier schikken wij ons naar het stelsel der Fransche wet. Men dient een nieuw onderscheid te maken.

1° Spruit het bewijs der afstamming voort voor den vader en voor de moeder uit dezelfde akte van erkenning of uit hetzelfde vonnis; dan volgt het kind de nationaliteit van den vader, bij gelijkvormige toepassing van den regel aangenomen in zake van wettige afstamming;

2° Spruit het bewijs der afstamming voort uit twee opvolgende akten, dan volgt het kind de nationaliteit van diengene zijner ouders, ten aanzien van welken de afstamming in de eerste plaats werd vastgesteld. Het is, inderdaad, wenschelijk de bestendigheid van den staat van het kind te verzekeren, door de opvolgende veranderingen van nationaliteit te verhinderen.

II. — *Van het verwerven van de hoedanigheid van Belg uit kracht van een na de geboorte plaats hebbend feit.*

Dit feit, dat verschilt, kan op verschillende wijzen werken. Soms heeft het ten gevolge de Belgische nationaliteit op te dringen; soms heeft het enkel ten gevolge aan sommige personen te veroorloven zich de Belgische nationaliteit toe te eigenen door eene eenvoudige wilsverklaring hunnerzijds; soms bestaat het in de verkregene naturalisatie.

A. Personen die de Belgische nationaliteit verkrijgen, van rechtswege, door eene werking der wet, die hun haar oplegt.

Het zijn :

1^o De vrouw gehuwd met een Belg.

Ten einde aan de familie het voordeel te verschaffen der eenheid van nationaliteit, bepaalt artikel 12 van het Burgerlijk Wetboek dat « de vreemdelinge die een Belg huwt, den staat van haren echtgenoot zal volgen ».

Om gelijke beweegredenen is het gepast dit beginsel uit te strekken en de hoedanigheid van Belgische te verleenen aan de vreemdelinge wier echtgenoot Belg wordt gedurende het huwelijk.

2^o De minderjarige kinderen van den vreemdeling die de hoedanigheid van Belg verkrijgt.

Reeds bepaalt artikel 4 der wet van 6 Augustus 1881 dat die kinderen Belgen *kunnen worden* door een verklaring te doen binnen het jaar na hunne meerderjarigheid.

Het schijnt gepast, ten einde in de familie de eenheid van nationaliteit vast te stellen, evenals waar het de gehuwde vrouw geldt, hun van rechtswege de hoedanigheid van Belgen te verleenen.

Echter behoudt men hun het recht te verklaren, binnen het jaar volgende op hunne meerderjarigheid, dat zij de vreemde nationaliteit willen terugbekomen. Van het oogenblik dier verklaring af houden zij op Belgen te zijn.

5^o De personen die, om reden van zekere omstandigheden, in zulk een gunstigen toestand verkeeren, dat de wet hun de hoedanigheid van Belg verleent aan het einde van het jaar volgende op het tijdstip van hunne meerderjarigheid, zonder eenige verklaring hunnerzijds te eischen : dit acht de wet overbodig en zij leidt hun voornemen af uit deze enkele omstandigheid dat zij in België woonachtig zijn geweest gedurende geheel het jaar dat op hunne meerderjarigheid volgde.

Het zijn :

a) Het kind, in België geboren uit een vreemdeling die er zelf is geboren of die er zonder onderbreking zijne woonplaats heeft gehad gedurende tien jaren op het oogenblik der geboorte van het kind.

Door deze bepaling wordt eene dubbele nieuwigheid gehuldigd.

De eerste is gelijk aan de nieuwigheid ingevoerd door artikel 8, 5^o, van de Fransche wet van 1889. Het is een gedeeltelijke terugkeer tot het *jus soli* gegrond op de zeer natuurlijke veronderstelling dat het kind op onzen

grond geboren uit iemand, die er zelf geboren was, zich gehecht heeft aan het land, waar hij en zijne ouders het daglicht zagen.

De tweede, door de Nederlandsche wet ingegeven, steunt diezelfde veronderstelling op de langdurige vestiging der ouders op den Belgischen grond.

b) Het kind in België geboren uit een vreemdeling, die er zijn woonplaats heeft gehad gedurende de vijf jaren, voorafgaande aan zijne meerderjarigheid.

Naar luid van artikel 3 der wet van 6 Augustus 1881 kunnen zij, die den leeftijd van 21 jaar bereiken en vijf jaren in België gewoond hebben, het gewone burgerschap aanvragen. « Voegt men bij die twee omstandigheden — leeftijd en verblijf — nog de geboorte op Belgischen grond, is er dan geen vermoeden dat men staat tegenover personen, wier opvoeding Belgisch was en wier belangen in België hun middenpunt hebben ? » (1).

Doch, in de twee onderstellingen voorzien bij litt. a en b, is het echter noodig, in het belang van het land zoowel als in het belang der personen, dat men niet een vaderland opdringe aan hen, die hunne nationaliteit van afkomst zouden willen behouden. Wij stellen voor, hun de bevoegdheid te behouden om binnen gansch het jaar, volgende op hunne meerderjarigheid, hun voornemen te kennen te geven de vreemde nationaliteit te behouden.

B. Personen die de Belgische nationaliteit verkrijgen, maar enkel tegen het te kennen geven van hun verlangen.

Om reden van den gunstigen toestand waarin zij verkeeren, kunnen zij Belgen worden, indien zij het willen, maar zij moeten dien wil uitdrukkelijk verklaren in den vorm, dien de wet bepaalt; dan worden zij Belgen, *ipso facto*, zonder iets te moeten aanvragen.

Het zijn de personen aan welke de artikelen 9 en 10 van het Burgerlijk Wetboek reeds deze gunst verleen, die welke de rechtsleer aanduidt door de woorden : Belgen door de weldaad van de wet.

Het zijn :

a) Het kind geboren uit een vader of uit eene moeder die de hoedanigheid van Belg heeft verloren.

Men beseft dat de wet den terugkeer naar zijn land van afkomst moet vergemakkelijken aan hem die, in werkelijkheid, van Belgischen bloede is. Men veroorlooft hem dus, zooals artikel 10 van het Wetboek het doet, de Belgische nationaliteit *altijd* te verkrijgen, dat is te zeggen op om 't even welk oogenblik van zijn bestaan, na zijne meerderjarigheid.

Daartoe moet hij, indien hij in België verblijft, verklaren, dat hij voornemens is er zijn domicilie te vestigen en, zoo hij in den vreemde verblijft, zich bereid verklaren zijn domicilie in België te vestigen en het daar inderdaad vestigen binnen het jaar na zijne akte van onderwerping.

De tekst van artikel 10 maakte twee wijzigingen noodzakelijk.

De woorden « geboren in den vreemde », hebben daarin geen beteekenis : de gunst verleend aan het kind, geboren uit een ex-Belg in den vreemde,

(1) Verslag van den Heer VAN DEN HEUVEL, bl. 23.

moet van zelf worden verleend aan het kind dat, onder dezelfde omstandigheden, in België is geboren. Die woorden kunnen dus wegvallen.

Daarenboven moet de formule van artikel 10 verwijld worden. De rechtspraak, in hare laatste opvatting, legde dit artikel uit in dezen zin dat, zoo de moeder van het kind eene Belgische was, die hare nationaliteit verloor door haar huwelijk met een vreemdeling, het voordeel van artikel 10, § 2, niet toepasselijk was. Waarom dat onderscheid? Het kind, geboren uit eene moeder, Belgische van afkomst, is van Belgischen bloede, even zoo goed als het kind, geboren uit een vader, Belg van afkomst en die deze hoedanigheid heeft verloren. De tekst moet noodig aanduiden dat hij toepasselijk is op elk kind, geboren uit een vader *of uit eene moeder*, die zijne of hare Belgische nationaliteit mocht verloren hebben.

b) Het kind, in België geboren, uit een vreemdeling.

Dit was de eenige concessie aan het *jus soli*, gedaan door den wetgever van 1803 (art. 9); zij is gerechtvaardigd door de gehechtheid die men het kind veronderstelt te bezitten voor het land, waar het geboren is en waar het, gewoonlijk, de jaren zijner jeugd heeft doorgebracht.

Het kan de hoedanigheid van Belg verkrijgen, mits vervulling der formaliteiten hierboven gevorderd, doch het is een onmisbaar vereischte dat die verklaring gedaan worde, uiterlijk, binnen het jaar volgende op zijne meerderjarigheid.

Om wél te doen uitkomen dat de nationaliteit alsdan verkregen wordt, zonder terugwerkende kracht, evenals in het voorgaande geval, kwam, in den nieuwen tekst, het woord de hoedanigheid van Belg « verwerven » in de plaats van de uitdrukking de hoedanigheid van Belg « vorderen » gebezigd in artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek en die tot een moeilijkheid van uitlegging aanleiding gaf.

Het past hier artikel 1 te herhalen van de wet van 16 juli 1889, dat artikel 9 van het Wetboek Napoléon aanvult en aan het kind, in België geboren uit een vreemdeling, het recht van optie toekent, *van den leeftijd van 18 jaar af*, mits toestemming van de personen die het aanwijst en gegeven onder de omstandigheden die het bepaalt. Er bestaat volstrekt geen reden om die bevoegdheid niet eveneens toe te kennen aan het kind, geboren uit een vader of uit eene moeder, die de hoedanigheid van Belg heeft verloren.

C. De vreemdeling die de naturalisatie heeft bekomen.

Hij wordt Belg, niet uit kracht van een recht, doch door persoonlijke gunst, hem verleend door de wetgevende macht (art. 5 van de Grondwet welke deze, naar willekeur, kan verleen of weigeren aan de vreemdelingen, voldoende aan de vereischten, bepaald door de wet van 6 Augustus 1881.

Het past hier melding te maken van die wijze tot bekoming van de hoedanigheid van Belg, opdat men op die plaats van het Burgerlijk Wetboek de volledige aanwijzing vinde der middelen tot verwerving van de Belgische nationaliteit.

* * *

De artikelen 9, 10 en 11 behandelen het verliezen van de hoedanigheid van Belg.

Zij zijn enkel de herhaling der artikelen aan die stof gewijd in het ontwerp van de Commissie tot herziening van het Burgerlijk Wetboek.

Men kan niet, in beginsel, eene dubbele nationaliteit hebben, aangezien één persoon niet te gelijker tijd twee vaderlanden kan hebben. Als men eene nieuwe nationaliteit aanneemt, dan doet men, daardoor zelf, afstand van zijne eerste nationaliteit. Doch het feit moet dien wil aantoonen.

De opstellers van het Burgerlijk Wetboek vermelden de omstandigheden die, naar hun inzicht, het verzaaken van de hoedanigheid van Belg in zich sluiten. Het zijn : 1° De naturalisatie in den vreemde verworven (art. 17, 1°); 2° de vestiging in den vreemde zonder hoop van terugkomst (art. 17, 3°); 3° het huwelijk van de Belgische vrouw met een vreemdeling (art. 19).

A. In de plaats van de formule van het Burgerlijk Wetboek : « De naturalisatie in den vreemde verworven », zet het ontwerp de woorden : « het vrijwillig verwerven van eene vreemde nationaliteit ». Deze tekst is te gelijk meer nauwkeurig en meer algemeen.

Inderdaad is het allerwegen aangenomen dat artikel 17, 1°, moet worden verstaan in dezen zin, dat het verwerven der vreemde nationaliteit moet vergezeld zijn van den wil die te verwerven : het opdringen van de nationaliteit door de vreemde wet zou niet voldoende zijn.

Dit wordt beter uitgedrukt door de woorden *vrijwillige verwerving* van den voorgestelden tekst.

Anderzijds volgt uit artikel 3 dat het verkrijgen van eene vreemde nationaliteit kan voortkomen uit iets anders dan uit eene naturalisatie in den vreemde : de formule van artikel 17 van het Wetboek moest dus worden verwijld.

B. Wat betreft de Belgische vrouw, die vreemdelinge wordt, is de tekst van het voorstel slechts de herhaling van den regel van het Burgerlijk Wetboek, in overeenstemming gebracht met artikel 2 van het ontwerp en aangevuld derwijze, dat, eventueel, de Belgische vrouw, met een vreemdeling gehuwd, niet zonder vaderland blijve.

De bepaling betreffende de minderjarige kinderen van een Belg, die vreemdeling is geworden, komt overeen met den regel van artikel 3, betreffende de minderjarige kinderen van een vreemdeling, die Belg wordt.

B. De verklaring van artikel 17, 2°, van het Burgerlijk Wetboek betreffende den Belg die zich in den vreemde vestigt met het voornemen niet in het vaderland terug te keeren, geeft aanleiding tot moeilijkheden, die men trachtte te vermijden door in de plaats daarvan een regel in te voeren, die op nauwkeurige wijze bepaalt aan welke teekenen de wet herkent de vestiging in den vreemde zonder voornemen in het vaderland terug te keeren : a) De geboorte in den vreemde uit een Belg die zelf in den vreemde is geboren; b) het niet hebben van een domicilie in België, op welk tijdstip ook.

Dit is een stelsel evenwijdig aan dat van artikel 3 betreffende eene wijze van verwerving van de hoedanigheid van Belg. Uit krachte van het vermoeden, uit die twee omstandigheden ontstaan, zal de persoon de hoedanigheid

van Belg verliezen aan het einde van het jaar, volgende op het tijdstip van zijne meerderjarigheid, maar dat vermoeden kan worden te niet gedaan door den verklaarden wil, op datzelfde tijdstip, de Belgische nationaliteit te behouden.

* * *

De opstellers van het Burgerlijk Wetboek hadden terecht aangenomen dat men aan den Franschman, die deze hoedanigheid verloren heeft, den terugkeer naar zijne nationaliteit van afkomst moest vergemakkelijken. Van diezelfde gedachte was artikel 12 van het wetsvoorstel doordrongen. Het bepaalt de verschillende omstandigheden waarin de ex-Belg, verblijvende, hetzij in België, hetzij in den vreemde — de Belgische vrouw die hare nationaliteit verloor door het huwelijk — en de minderjarige kinderen, die vreemdelingen werden volgens de termen van nummer 3 van artikel 9, de Belgische nationaliteit kunnen terugbekomen.

De artikelen 12 en 13 behelzen zekere algemeene regelen dienende tot de verklaring en de toepassing van verschillende wetsbepalingen en stellen een einde aan betwistingen, ontstaan uit het stilzwijgen van het Burgerlijk Wetboek op verschillende punten, aangaande het verwerven van de hoedanigheid van Belg.

LEON MABILLE.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Sont Belges :

1° L'enfant né, même en pays étranger, soit d'un père belge, soit d'une mère belge quand le père est légalement inconnu ou n'a pas de nationalité déterminée;

2° L'enfant, né en Belgique, soit de parents légalement inconnus, soit de parents sans nationalité déterminée.

L'enfant naturel, né en Belgique, dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite.

Si elle résulte pour le père et pour la mère du même acte ou du même jugement ou d'actes concomitants, l'enfant suit la nationalité du père.

ART. 2.

L'étrangère qui épouse un Belge ou dont le mari devient Belge, suit la condition de son mari.

ART. 3.

Les enfants mineurs de l'étranger qui acquiert la nationalité belge, deviennent Belges. Ils peuvent toutefois, dans l'année qui suit l'époque de leur majorité, renoncer à la nationalité belge en déclarant qu'ils veulent recouvrer la nationalité étrangère.

WETSVOORSTEL

ARTIKEL 1.

Belgen zijn :

1° Het kind geboren, zelfs in een vreemd land, hetzij uit een Belgischen vader, hetzij uit eene Belgische moeder wanneer de vader wettelijk onbekend is of geene bepaalde nationaliteit bezit ;

2° Het kind in België geboren hetzij uit wettelijk onbekende ouders, hetzij uit ouders zonder bepaalde nationaliteit.

Het in België geboren onechte kind, wiens afstamming gedurende de minderjarigheid is vastgesteld door erkenning of vonnis, volgt de nationaliteit van diengene zijner ouders ten a. zien van welken het bewijs het eerst is geleverd.

Spruit de afstamming voor den vader en voor de moeder voort uit dezelfde akte of uit hetzelfde vonnis of uit samenhangende akten, dan volgt het kind de nationaliteit van den vader.

ART. 2.

De vreemdelinge, die met een Belg huwt of wier echtgenoot Belg wordt, volgt den staat van haren man.

ART. 3.

De minderjarige kinderen van den vreemdeling, die de Belgische nationaliteit verwerft, worden Belgen. Zij mogen echter, binnen het jaar volgende op het tijdstip van hunne meerderjarigheid, afstand doen van de Belgische nationaliteit door te verklaren dat zij de vreemde nationaliteit willen terugbekomen.

ART. 4.

Deviennent Belges, à la fin de l'année qui suit l'époque de leur majorité, si, pendant cette année, ils ont eu leur domicile en Belgique et n'ont pas déclaré leur intention de conserver la nationalité étrangère :

1^o L'enfant, né en Belgique, d'un étranger qui lui-même y est né, ou qui y était domicilié depuis dix ans sans interruption.

2^o L'enfant, né en Belgique, d'un étranger, et qui y a été domicilié pendant les cinq années antérieures à l'époque de sa majorité.

ART. 5.

Peut toujours acquérir la qualité de Belge, l'enfant né d'un père ou d'une mère qui aurait perdu cette qualité, pourvu que, dans le cas où il résiderait en Belgique, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en Belgique son domicile et qu'il l'y établisse dans l'année à compter de sa soumission.

ART. 6.

Peut acquérir la qualité de Belge, dans l'année qui suit l'époque de sa majorité, l'enfant, né en Belgique, d'un étranger, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article précédent.

ART. 7.

Néanmoins, dans ces deux cas, la déclaration pourra être faite dès l'âge de dix-huit ans accomplis, avec le consentement du père, ou, à défaut de père, avec celui de la mère, ou, à défaut de père et de mère, avec l'autorisation des autres

ART. 4.

Bij het einde van het jaar volgende op het tijdstip van hunne meerderjarigheid, worden Belgen, indien zij, gedurende dat jaar, hunne woonplaats in België gehad hebben en niet hebben verklaard dat zij voornemens zijn de vreemde nationaliteit te behouden :

1^o Het kind, in België geboren uit een vreemdeling die er zelf is geboren of die er zonder onderbreking zijne woonplaats heeft gehad sedert tien jaren ;

2^o Het kind, dat in België is geboren uit een vreemdeling en daar zijne woonplaats heeft gehad gedurende de vijf jaren voorafgaande aan het tijdstip van zijne meerderjarigheid.

ART. 5.

Het kind, geboren uit een vader of uit eene moeder die de hoedanigheid van Belg mocht hebben verloren, kan deze hoedanigheid altijd verwerven, mits het, ingeval het in België verblijft, verklaart dat het voornemens is er zijn domicilie te vestigen en dat, ingeval het in een vreemd land verblijft, het zich bereid verklaart zijn domicilie in België te vestigen en het daar vestigt binnen het jaar te rekenen van zijne verklaring.

ART. 6.

Het kind, in België geboren uit een vreemdeling, kan de hoedanigheid van Belg verwerven binnen het jaar volgende op het tijdstip zijner meerderjarigheid, mits het de formaliteiten, bij het vorig artikel voorgeschreven, in acht neemt.

ART. 7.

Echter mag, in die beide gevallen, de verklaring worden gedaan zoodra de leeftijd van achttien jaren is bereikt, met toestemming van den vader, of, bij ontstentenis van den vader, met die van de moeder, of, bij ontstentenis van vader en

ascendants ou de la famille, donnée suivant les conditions prescrites pour le mariage au chapitre 1^{er} du titre V du livre 1^{er}.

Le consentement du père ou de la mère, de même que celui des autres ascendants, sera donné soit verbalement lors de la déclaration, soit par acte authentique.

Mention expresse de ce consentement ou de l'autorisation de la famille sera faite dans l'acte dressé pour constater l'option.

En cas d'indigence, l'acte de consentement pourra être reçu par l'officier de l'état civil du domicile des ascendants et, à l'étranger, par les autorités qui ont compétence pour recevoir cet acte, ainsi que par les agents diplomatiques, les consuls et les vice-consuls de Belgique.

ART. 8.

L'étranger qui a obtenu la naturalisation devient Belge.

ART. 9.

Perdent la qualité de Belge :

1° Celui qui acquiert volontairement une naturalisation étrangère ;

2° La femme qui épouse un étranger ou dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si celle-ci est également acquise à la femme en vertu de la loi étrangère ;

3° Les enfants mineurs d'un Belge qui acquiert volontairement une nationalité étrangère si, par ce fait, ils obtiennent la nationalité de leur auteur.

ART. 10.

L'enfant, né à l'étranger, d'un Belge qui, lui-même, est né à l'étranger, perd

moeder, met machtiging van de andere verwanten in de opgaande lijn of van de familie ; deze machtiging wordt gegeven overeenkomstig de vereischten voor het huwelijk gesteld in het 1^{ste} hoofdstuk van titel V van boek I.

De toestemming van den vader of van de moeder, evenals die der andere verwanten in de opgaande lijn, wordt gegeven hetzij mondeling, op het oogenblik der verklaring, hetzij bij authentieke akte.

Van die toestemming of van de machtiging der familie wordt uitdrukkelijk melding gemaakt in de akte van vaststelling der keuze.

Ingeval van onvermogen, mag de akte van toestemming worden opgemaakt door den ambtenaar van den burgerlijken stand der plaats waar de verwanten in opgaande lijn hun domicilie hebben en, in den vreemde, door de overheden die bevoegd zijn deze akte op te maken, alsmede door de diplomatieke agenten, de consuls en vice consuls van België.

ART. 8.

De vreemdeling, die de naturalisatie heeft verkregen, wordt Belg.

ART. 9.

De hoedanigheid van Belg verliezen :

1° Hij, die vrijwillig eene vreemde naturalisatie verwerft ;

2° De vrouw, die met een vreemdeling huwt of wier echtgenoot vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft, indien deze nationaliteit uit kracht van de vreemde wet insgelijks door de vrouw wordt verworven ;

3° De minderjarige kinderen van den Belg die vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft, indien zij daardoor de nationaliteit van hun ouder verkrijgen.

ART. 10.

Het kind, in den vreemde geboren uit een Belg die zelf in den vreemde is ge-

la qualité de Belge à la fin de l'année qui suit l'époque de sa majorité, s'il n'a jamais eu de domicile en Belgique, à moins que pendant cette même année il ne déclare l'intention de garder sa nationalité d'origine.

ART. 11.

Celui qui a perdu sa qualité de Belge peut toujours la recouvrer, pourvu qu'il n'ait pas cessé de résider en Belgique, ou qu'il y rentre avec l'autorisation du Roi; que, dans les deux cas, il déclare vouloir fixer son domicile dans le royaume; et qu'il l'y fixe dans l'année à compter de cette déclaration.

L'autorisation du Roi n'est pas exigée de la femme qui, après la dissolution du mariage, ou des mineurs qui, après l'époque de leur majorité, veulent recouvrer la qualité de Belge qu'ils ont perdue aux termes des numéros 2 et 3 de l'article 9.

ART. 12.

Il est pris égard à l'époque de la conception, de préférence à l'époque de la naissance, lorsque la nationalité des parents de l'enfant, à la première de ces époques, a pour conséquence de faire attribuer à celui-ci la qualité de Belge.

L'enfant trouvé en Belgique est présumé, jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

ART. 13.

La majorité dont il est fait mention dans tous les articles précédents est celle qui est déterminée par la loi belge.

Les déclarations de soumission seront faites, soit devant l'autorité communale

boren, verliest, indien het nooit een domicilie in België heeft gehad, de hoedanigheid van Belg op het einde van het jaar volgende op het tijdstip zijner meerderjarigheid, tenzij het in den loop van datzelfde jaar verklaart dat het voornemens is zijne nationaliteit van afkomst te behouden.

ART. 11.

Hij, die zijne hoedanigheid van Belg heeft verloren, kan deze altijd terugbekomen, indien hij niet heeft opgehouden in België te verblijven of indien hij er terugkeert met 's Konings machtiging en mits hij, in beide gevallen, verklaart dat hij zijn domicilie in het Rijk wil vestigen en het daar vestigt binnen het jaar te rekenen van die verklaring.

's Konings machtiging wordt niet vereischt voor de vrouw die, na de ontbinding des huwelijks, en voor de minderjarigen die, na het tijdstip waarop zij hunne meerderjarigheid hebben bereikt, de hoedanigheid van Belg willen terugbekomen welke zij ten gevolge van de bepalingen van de n^os 2 en 3 van artikel 9 hebben verloren.

ART. 12.

Het tijdstip der verwekking wordt, boven dat der geboorte, in aanmerking genomen, wanneer de nationaliteit der ouders van het kind, op het eerste dezer tijdstippen, ten gevolge heeft de hoedanigheid van Belg aan het kind te doen toekennen.

Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld te zijn geboren op Belgischen grond.

ART. 13.

De meerderjarigheid, waarvan gewag wordt gemaakt in al de voorgaande artikelen, is die, bepaald door de Belgische wet.

De verklaringen van onderwerping worden gedaan hetzij voor het gemeente-

du lieu de la résidence en Belgique, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger. Elles pourront être faites par procuration spéciale et authentique.

ART. 14

Les articles 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20, du Code Napoléon, et les articles 1^{er} et 3 de la loi du 16 juillet 1889 sont abrogés.

bestuur der verblijfplaats in België, hetzij voor de diplomatieke of consulaire agenten van België in den vreemde. Zij kunnen geschieden bij bijzondere en authentieke volmacht.

ART. 19.

De artikelen 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 van het Wetboek Napoleon en de artikelen 1 en 3 der wet van 16 Juli 1889 vervallen.

LÉON MABILLE.

LÉON DELANTSHEERE.

RENKIN.

A. MÉLOT.
